

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1932

Buchbesprechung: Repenser l'État. Pour une social-démocratie de l'innovation [Philippe Aghion, Alexandra Roulet]

Autor: Delley, Jean-Daniel

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

cantons devraient rendre publics les taux d'imposition dont bénéficient ces entreprises.

Des pressions internationales pourraient pousser à l'édiction d'une telle législation. Les Etats-Unis et l'Union

européenne sont en train d'adopter des lois visant à garantir une plus grande transparence financière dans le secteur du négoce des matières premières. Pour stopper l'hémorragie fiscale que leur font subir les paradis

fiscaux, ils devraient contribuer à régler les pratiques de transfert des bénéfices.

La Suisse saura-t-elle prendre l'initiative ou ne réagira-t-elle que le dos au mur, comme dans le cas du secret bancaire?

Réinventer l'Etat pour affronter la mondialisation et maîtriser l'innovation

Jean-Daniel Delley • 17 novembre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18981>

«Repenser l'Etat. Pour une social-démocratie de l'innovation», un livre de Philippe Aghion et Alexandra Roulet (Seuil 2011)

La crise de 2008 a mis en évidence l'incapacité des marchés à maintenir ou rétablir les déséquilibres économiques et financiers. Plutôt qu'une main invisible qui assurerait la rationalité des comportements individuels, il faut parler d'un mal voyant qui rectifie la direction de sa marche chaque fois qu'il heurte un obstacle.

Un mal voyant qui de plus doit être secouru par l'Etat quand l'apoplexie le guette: voir les centaines de milliards injectés par les pouvoirs publics pour éviter l'effondrement de l'économie mondiale. Mais paradoxalement, les pouvoirs publics ne jouissent pas de la confiance de leurs populations. Et la gauche ne profite pas de cette situation, comme le montrent les résultats des dernières

élections fédérales. Le débat entre les partisans du plus d'Etat et ceux qui au contraire misent sur son amaigrissement semble sans issue.

Philippe Aghion, un économiste français qui enseigne à Harvard et à l'Ecole d'économie de Paris – il fut aussi conseiller de Segolène Royal – et Alexandra Roulet proposent de sortir de cette impasse en repensant le rôle de l'Etat. Car une politique keynésienne de relance par la dépense ne fonctionne plus dans une économie ouverte et basée sur l'innovation. De même l'Etat providence classique est mal armé pour accompagner les individus confrontés aux aléas de cette nouvelle économie. Quant au projet néolibéral de désengagement de l'Etat, il abandonne les plus fragiles et néglige l'impact des décisions des entreprises sur le capital humain, l'environnement et le climat social.

Dans un bref ouvrage¹² à

l'enseigne de la *République des idées*¹³, ces auteurs esquissent les contours de cet Etat renforcé et réinventé. L'originalité du propos tient au fait qu'ils appuient leurs propositions sur le *benchmarking*, des comparaisons internationales qui permettent de dégager les facteurs de réussite économique et sociale.

Pas de croissance zéro ni de protectionnisme pour sauver la planète et les emplois dans les pays industrialisés, mais au contraire une croissance portée par l'innovation, le dialogue social, l'investissement public, une fiscalité plus juste mais qui ne décourage pas l'investissement: tel est le programme inspiré par les résultats des pays qui réussissent, en premier lieu les pays scandinaves. Priorité à la formation, de la petite enfance à l'université; toutes les données attestent d'une forte corrélation entre croissance et quantité et qualité de la formation. La santé ensuite,

qui n'est pas d'abord source de dépenses mais créatrice de valeur et de croissance. Les flux migratoires pour lesquels il faut améliorer les capacités d'accueil et d'intégration et qui seuls peuvent compenser le vieillissement de nos sociétés. Une politique industrielle qui soutient la création d'entreprises innovantes.

Les auteurs montrent qu'une économie ouverte n'implique pas forcément la précarisation du travail et le chômage de masse. Les pays qui pratiquent la «flexisécurité» - flexibilité du marché du travail, prise en charge financière et formation des sans emploi – connaissent des taux de chômage tout à la fois bas et également répartis entre les différentes catégories de la population. Les risques engendrés par une économie innovante doivent aller de pair avec un renforcement des droits des salariés – présence syndicale généralisée dans les entreprises notamment.

Mais cette croissance

recherchée ne contribuera-t-elle pas à péjorer l'environnement et à épuiser les ressources naturelles? Non si l'Etat intervient pour inciter à l'innovation verte par le biais d'une taxe carbone et de subventions.

Cet Etat protecteur et incitateur a besoin de ressources. Contrairement à ce que prétendent les chantages d'une imposition minimale, une fiscalité forte n'est pas un frein à l'innovation et à la croissance. Mais l'acceptation de l'impôt dépend d'une part de son caractère équitable et d'autre part de l'efficacité des dépenses publiques. Pour favoriser l'innovation, les auteurs préconisent une taxation allégée des revenus du capital. Ils distinguent entre la social-démocratie de la consommation, qui conçoit la redistribution sans se poser la question des incidences sur l'investissement et la croissance, et la social-démocratie de l'innovation,

qui redistribue tout en encourageant l'investissement innovant pour justement stimuler la croissance. La gauche n'a pas encore mené ce débat.

A propos de chacune des priorités politiques posées, Aghion et Roulet insistent sur la qualité de la gouvernance. Gouvernance dans la manière d'attribuer les aides publiques et de procéder aux investissements ciblés de manière à éviter le clientélisme et décentralisation des institutions, en particulier de formation et de santé. Enfin l'Etat repensé ne peut se passer d'instances d'évaluation indépendantes qui lui permettent de connaître l'impact de son action et si nécessaire de rectifier le tir.

Le propos s'adresse d'abord à la France, peu valorisée par le *benchmarking*. Mais la Suisse pourrait également en tirer profit.